

LES FRANÇAIS VEULENT UNE PRÉSIDENTE OMNIPRÉSENTE



Institut
François Mitterrand

NOTE DE RECHERCHE - MARS 2022
PAR MARTIAL FOUCAULT ET PHILIPPE GUIBERT

SCIENCESPO - CEVIPOF
FONDATION JEAN-JAURÈS

COLLABORATION INSTITUT FRANÇOIS MITTERRAND - SCIENCESPO : MISE EN PLACE D'UN PROGRAMME PLURIANNUEL DE RECHERCHE CONSACRÉ À L'ÉVOLUTION DES FORMES DU LEADERSHIP

L'INSTITUT FRANÇOIS MITTERRAND ET SON DÉPARTEMENT RECHERCHE ONT SOUHAITÉ ENGAGER, EN COLLABORATION AVEC LE CENTRE D'ÉTUDES DE LA VIE POLITIQUE FRANÇAISE ET LE CENTRE D'HISTOIRE DE SCIENCESPO, UN PROGRAMME PLURIANNUEL DE RECHERCHE CONSACRÉ À L'ÉVOLUTION DES FORMES DU LEADERSHIP.

CETTE COOPÉRATION S'EST NOTAMMENT MATÉRIALISÉE LE 10 MAI 2021 PAR UN COLLOQUE ORGANISÉ À SCIENCESPO PARIS ET CONSACRÉ AU LEADER FRANÇOIS MITTERRAND : DU CHEF DE L'OPPOSITION AU CHEF DE L'ÉTAT.

Dans un ouvrage collectif publié en 2019 (La Ve République démystifiée, Presses de Sciences Po), la place du président de la République était disséquée par de nombreuses focales dont celle de la sociologie électorale pour convenir que la relation entretenue entre les Français et leur président dépassait largement le cadre constitutionnel qui a donné au président une pratique plutôt qu'une règle intangible de l'exercice du pouvoir exécutif. Dans un contexte de forte dégradation de l'image des responsables politiques gouvernant des démocraties représentatives, nous avons interrogé un large échantillon de Français (13 242 personnes) sur leurs perceptions et représentations du leadership politique en général, et présidentiel en particulier.

UN PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE QUI PRÉSIDE ET GOUVERNE

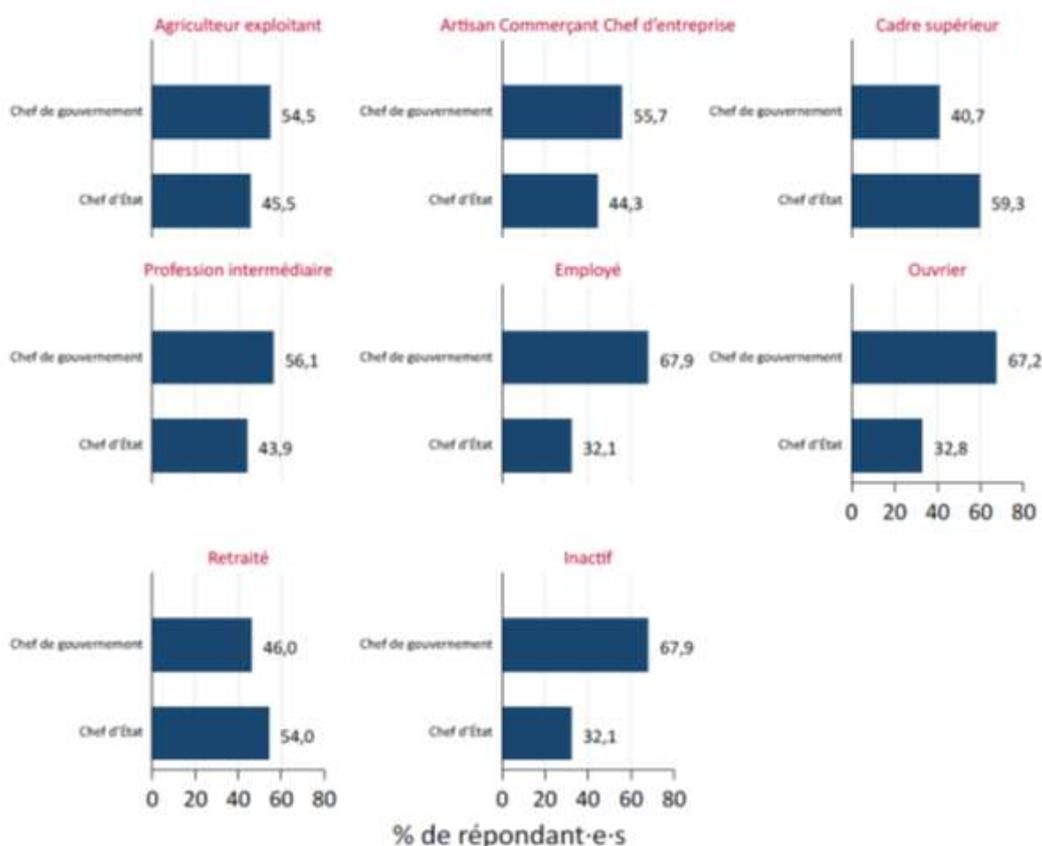
À cet égard, nos concitoyens sont peut-être plus cohérents que nombre d'acteurs et commentateurs politiques quant au lien qui doit se nouer entre eux et le chef de l'État. Alors que, quel que soit le locataire de l'Élysée, conseil lui est souvent donné de prendre de la distance, de la hauteur, de ne pas trop s'exposer pour conserver sa crédibilité et sa popularité, une majorité de sondés (57%) souhaite un président qui se comporte comme « un chef de gouvernement, très présent et actif en politique intérieure », contre 42% qui préféreraient un président « chef d'État, qui fixe les orientations et arbitre mais reste au-dessus de la mêlée ». Certes, remarquera-t-on, ce modèle de « président arbitre » suscite une adhésion minoritaire mais qui est loin d'être négligeable. Les Français sont encore partagés entre une nostalgie « gaullio-mitterrandienne » d'un président en majesté et la réalité (la nécessité ?) d'un autre modèle, celui d'un décideur omniprésent.

Mais c'est bien ce dernier qui l'emporte dans l'opinion : on veut un président « super Premier ministre » selon l'expression consacrée, proche des préoccupations des citoyens et attentifs à leur réalité quotidienne. À rebours des discours politiques les plus courants qui préconisent, version de droite, un retour à l'esprit de la Ve République avec un président « arbitre », version de gauche, un plus grand pouvoir du Premier ministre au détriment de celui du président. Voilà un premier résultat significatif de la cinquième vague de notre enquête électorale réalisée fin janvier, dont il faut bien mesurer la portée.

Cette demande d'un « président à l'américaine », à la fois chef de l'État et chef du gouvernement (mais sans les contre-pouvoirs américains !), est en effet dominante dans presque toutes catégories sociodémographiques : les plus de 70 ans (mais à 55% seulement !) préfèrent un chef d'État « à la française ».

Il n'y a que chez les cadres supérieurs qu'une majorité un peu plus nette (59%) se dégage en faveur d'une présidence à l'ancienne, comme chez les Bac.+5 et les personnes disposant d'un revenu supérieur à 5 000 euros mensuels. Plus on est intégré et reconnu socialement, plus on aimerait un président des hauteurs, indépendamment de ses préférences politiques. Car qu'on se positionne à gauche, au centre ou à droite, les chiffres ne varient pas : la vision de la présidence ne dépend pas des préférences idéologiques.

Figure 1. Rôle du président par catégorie socioprofessionnelle (en % des répondants)



Source : Enquête ENEF, vague 4, janvier 2022, calculs des auteurs

Mais même dans ce « haut » de la société, la demande de président actif est au-dessus de 40%. Ailleurs, elle l'emporte largement chez les femmes (65%), les moins de 35 ans (68%), les ouvriers et les employés (68%). Moins on est diplômé, moins on est aisé et plus on est jeune (et moins on est intéressé par la politique), plus on veut un décideur très présent, comme si la demande de politiques publiques ne pouvait passer que par l'action du président. En creux, il s'agit d'une demande de protection perçue comme naturellement assurée et assumée par le président de la République. L'auto-positionnement social le confirme : parmi ceux qui se jugent « en bas » de la société, 65% veulent un président très engagé, c'est 58% pour ceux qui se jugent « au milieu » et tout de même 48% chez ceux qui se jugent plutôt au sommet.



Ainsi, cette attente de présidence très active gagne toutes les strates de la société.

Trois explications se combinent pour expliquer ce fort décalage entre les discours souvent tenus sur un président plus en recul et l'opinion majoritaire.

D'abord le quinquennat, qui plie à la longue les opinions à la logique institutionnelle : le droit a sans doute fait évoluer les mœurs. En application depuis maintenant vingt ans, ce raccourcissement du mandat présidentiel a été adopté largement par référendum en septembre 2000 (mais avec une abstention de 70%), pour s'appliquer depuis le deuxième mandat de J. Chirac (2002-2007).

Il faut dire, deuxième explication, que l'accumulation de crises graves et durables, au cours de la même période - financières, économiques, budgétaires, terroristes, sociales, sanitaires et maintenant militaires - a renforcé l'importance du court terme. Depuis une quinzaine d'années, les interventions solennelles des chefs d'État successifs - N. Sarkozy, F. Hollande, E. Macron - ont scandé leurs quinquennats à l'occasion de ces crises répétées. Et elles ont bien contribué à « l'hyper-présidentialisation » de notre régime politique. À une époque de crises, il faut des présidents de crise, c'est-à-dire omniprésents en définissant eux-mêmes l'agenda et l'attention politique, n'ayant plus le luxe de se retirer trop longtemps sur l'Aventin en laissant le Premier ministre (ce fusible qui n'en est plus vraiment un ?) gérer le quotidien.

Accélération du temps politique, accumulation des crises donc, mais aussi amplification de la médiatisation : la transformation numérique de nos moyens et rythmes d'information braque encore plus les projecteurs sur le seul président, au-delà des périodes de crises. Au détriment de son gouvernement et du Premier ministre, devenu simple « collaborateur » selon la formule prémonitoire de N. Sarkozy. Tout passe ou revient à la parole présidentielle et lui seul, dès lors, prend la lumière. La personnalisation de notre système politique en est accentuée, quand le président parle tout le temps, presque à tout propos. Jacques Pilhan, spin doctor de F. Mitterrand puis de J. Chirac, avait théorisé la nécessité d'une rareté jupitérienne de la présence présidentielle, la retenue audiovisuelle de sa parole attisant le désir pour mieux foudroyer ensuite l'espace public... Cette rareté, chacun l'a noté, appartient au passé : nous en sommes à une présidence en continu, comme les chaînes d'information du même nom. Emmanuel Macron en est d'ailleurs la meilleure illustration, lui qui voulait revenir à une présidence distante, en surplomb, moins « bavarde », mais qui a dû se muer en président omniprésent.

Quel que soit le poids des trois facteurs que nous venons d'égrener - quinquennat, crises, hypermédiatisation, ils ont chacun poussé dans le même sens, durant les deux mêmes décennies, celui d'une présidence dans une relation étroite - positive ou négative, fascinée ou répulsive - avec les Français. L'évolution institutionnelle, les crises de l'époque et nos nouvelles liturgies de l'information renvoient ainsi la présidence gaullo-mitterrandienne à une nostalgie ou un regret, encore présents dans l'opinion, mais minoritaires. Et c'est encore plus vrai chez ceux qui sont les plus éloignés de la politique et les moins intégrés socialement.

Nous voilà donc arrimés à une présidence quinquennale de crises en continu : c'est une attente de l'opinion autant qu'un produit des temps, les deux se nourrissant... Sans doute tout président, l'actuel comme le futur, doit-il et devra-t-il alterner l'omniprésence et les prises de hauteur, quand l'agenda le permet, ne serait-ce que pour tenter de garder un minimum de maîtrise de sa parole ? Mais on voit bien la ligne de pente : elle sera difficile à remonter.

EN CHARGE DES FRANÇAIS ET LOYAL VIS-À-VIS D'EUX

Cette présidence-là, engagée plus que jamais, et si souhaitée, correspond aussi à une forte attente de proximité avec les préoccupations des citoyens et d'attention à la réalité quotidienne, comme si celui ou celle que l'on élit directement était d'abord en charge des Français, avant de l'être de la France et de son avenir.

Un bon leader politique pour diriger le pays, dit notre enquête (Figure 2), doit en effet être « attentif à la réalité quotidienne des citoyens » pour 70% d'entre eux, avant de savoir « bien gérer l'économie » (42%), « porter une vision d'avenir pour réformer et changer la France » (40%) ou « défendre l'identité de la France et sa place dans le monde » (38%). On aura compris que les sondés avaient deux choix de réponses possibles à cette question, mais il est significatif que cette attention à la réalité quotidienne soit à la fois le premier choix d'une majorité de sondés, et celui qui au total en attire le plus. Choix d'ailleurs premier dans toutes les catégories sociodémographiques, avec assez peu de variations. Notons qu'il est encore plus massif à gauche (82%) qu'au centre (70%) et surtout à droite (60%), où il reste néanmoins majoritaire.

La fameuse « déconnexion des réalités » dont souffrirait notre classe politique et plus généralement les élites, et donc le chef de l'État, est une explication un peu courte et convenue. Ce besoin d'attention et d'empathie présidentielles témoigne tout autant d'une déception sinon d'une défiance à l'égard de la façon dont le pays est dirigé, ou bien dont l'État conduit son action. Elle est une demande « réactive », tant dans une démocratie bien ordonnée, l'attention portée à la réalité quotidienne des citoyens pourrait aller de soi.



À l'évidence, tel n'est pas le cas... Que cette attente devance à ce point des objectifs aussi politiques que « réformer la France », « défendre son identité », « gérer au mieux l'économie », témoigne d'un hiatus entre l'offre politique et la demande citoyenne. La thèse de Luc Rouban sur « les raisons de la défiance », si forte en France, souligne que le non-respect de la promesse républicaine, à savoir l'insuffisante reconnaissance du mérite et le sentiment d'injustice qui en résulte, nourrit le décalage entre le discours officiel et son effectivité dans les réalités vécues. Il y a sans doute là, une clef de compréhension de la relation avec le président - seule figure de l'État sur laquelle on ait encore prise, le seul capable de faire bouger les choses ? Le président omniprésent est aussi le paratonnerre de toutes les frustrations, déceptions ou colères suscitées par l'État.

Figure 2. Compétences d'un leader politique pour diriger la France

Question : « Pour vous, un bon leader politique pour diriger la France, c'est avant tout quelqu'un qui sait ... En premier ? en deuxième ? »



Source : Enquête ENEF, vague 4, janvier 2022, calculs des auteurs

Mais il est un autre résultat dans cette enquête, révélateur de l'évolution de notre regard sur le président. On le veut moins surplombant peut-être aussi, parce qu'on n'est plus prêt à lui pardonner ou à tolérer ses écarts. D'où l'importance de la moralité, ou de la vertu publique, parmi ses qualités attendues, qualités plus importantes aux yeux des sondés que d'autres strictement politiques ou d'action (Figure 3). Ainsi, l'honnêteté (65%) et l'écoute des autres (48,6%) arrivent loin devant l'esprit de décision (32%), la détermination ou l'intelligence (28%). Des qualités morales et de savoir-être (dirait-on dans le langage du management), plus désirées donc que le savoir-faire politique.

Est-ce le risque bien réel d'enfermement dans la tour d'ivoire élyséenne qui pousse tant de sondés à souligner l'importance de « l'écoute des autres » ? On ne peut l'exclure... Quant à l'honnêteté tant souhaitée, ne serait-ce pas l'effet de plus de 30 ans d'affaires politico-financières, avec deux présidents condamnés (J. Chirac et N. Sarkozy, ce dernier restant mis en examen), quinze ans d'affaiblissement de la distinction entre vie publique et vie privée (deux présidents ont connu une séparation publique en cours de mandat, N. Sarkozy et F. Hollande), mais aussi l'addition des promesses non tenues ou déçues au fil des alternances depuis les années 1980 ?

Figure 3. Qualités attendues d'un leader politique
(en % des répondants)



Question : « Parmi les qualités suivantes, quelles sont celles qui, à vos yeux, sont les plus importantes pour un président de la République ? En premier ? En deuxième ? En troisième ? ».

Source : Enquête ENEF, vague 4, janvier 2022, calculs des auteurs

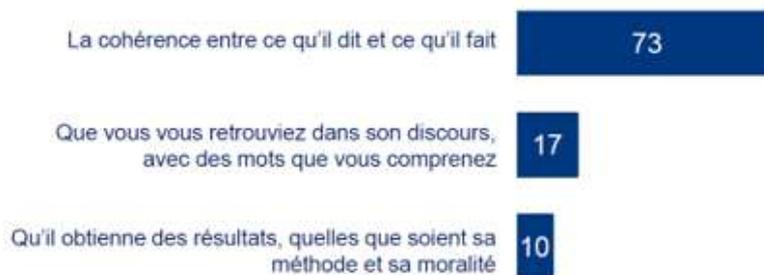
Les progrès de la « transparence », que d'aucuns appellent une tyrannie, n'expliquent pas tout : la déception politique, la défiance même, n'est pas due seulement, loin de là, à la fin (relative...) du secret d'État, celui des alcôves, comme celui des comptes en banque électoraux et personnels. En tout cas, l'ère du politique tout puissant, sûr de son impunité, avec ses arrières-cuisines parfois malodorantes et ses promesses de gascon « qui n'engagent que ceux qui les entendent », cette ère-là est bel et bien close.

C'est la cohérence du chef qui est attendue, renvoyant « la prestance » et « le sens de la communication » en queue de peloton des qualités attendues. C'est à partir de cette cohérence entre ce qu'on est, ce qu'on dit et ce qu'on fait, que les Français pourront renouer un lien de confiance avec l'exécutif. Il est donc question ici de morale, cette vertu publique qui met en tension un modèle de leadership politique fondé uniquement sur l'efficacité de l'action et un modèle de leadership politique bâti autour de l'éthique de l'action publique.

Celle-ci écrase en effet les attentes d'efficacité comme les attentes tribuniennes. Une présidence des grands mots ou une présidence des résultats sont repoussées par le besoin d'une présidence de la cohérence (Figure 4). Seuls 10,6% des Français attendent d'un président « des résultats, quelles que soient sa méthode et sa moralité » - l'efficacité à tout prix est donc rejetée, autant que l'absence de moralité ; tout comme un président dont « on se retrouve dans ses discours, avec des mots que l'on comprend » (16,7%).

Ces deux alternatives, l'une sans scrupules, l'autre verbale sinon verbeuse, sont balayées par la demande d'une « cohérence entre ce qu'il dit et ce qu'il fait » (72%). Formule qui n'est pas sans rappeler celle que répétait à l'envie l'ancien Premier ministre Lionel Jospin en déclarant « Je dis ce que je fais, je fais ce que je dis ».

Figure 4. Qualités attendues d'un leader politique
(en % des répondants)



Question : « Pour faire confiance à un leader politique, qu'est-ce qui est le plus important à vos yeux... ? ».

Source : Enquête ENEF, vague 4, janvier 2022, calculs des auteurs

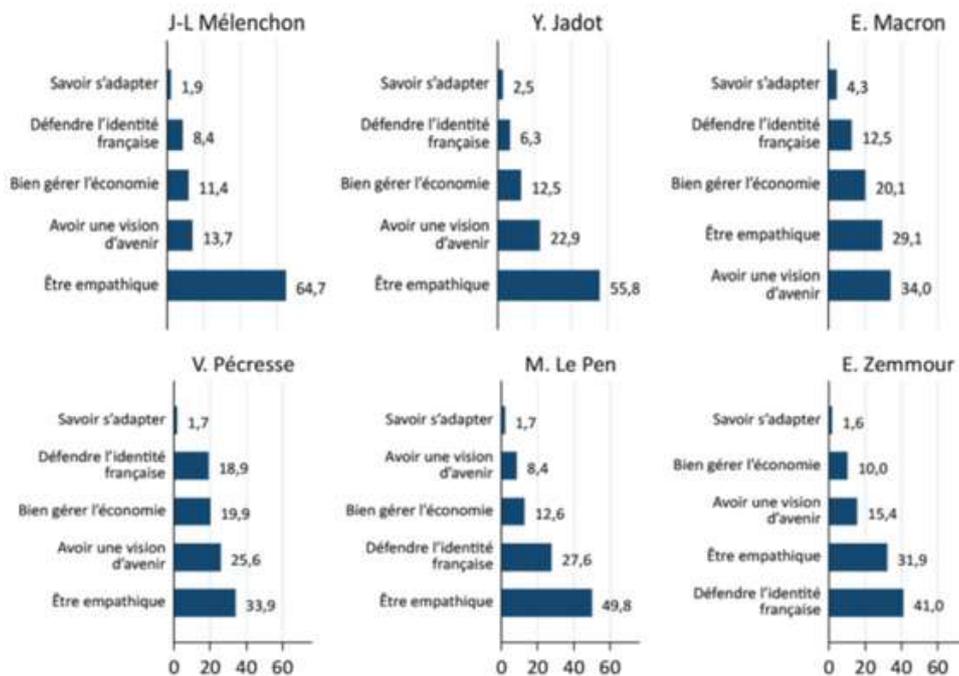
MACRON ET ZEMMOUR : UN LEADERSHIP PRÉSIDENTIEL SINGULIER CONFORTÉ PAR LEURS PARTISANS

Aussi essentielles que soient ces attentes de proximité, d'attention, d'honnêteté et de cohérence dans l'opinion, il y a néanmoins deux électorats moins demandeurs de ces qualités, peut-être parce que leurs candidats les prennent mieux en compte à leurs yeux, ou bien parce que ces derniers ont su les rassembler autour d'un ordre de priorités vraiment politiques. Ces électorats sont ceux d'E. Macron et d'É. Zemmour.

Dans tous les électorats des autres candidats, la demande d'empathie ou d'attention arrive en tête et souvent nettement, avec 20, parfois 30 points d'écart devant la deuxième demande (Figure 5). À l'inverse chez les électeurs d'E. Macron, c'est « avoir une vision d'avenir pour réformer » qui vient en premier, et chez É. Zemmour, c'est la « défense de l'identité nationale ». Comme si ces deux candidats étaient parvenus à ce stade de la campagne (rappelons que l'enquête date de fin janvier) à imposer une image personnelle et un récit collectif, celui du réformateur dans un cas, celui du protecteur nostalgique dans l'autre. Images et récits qui ont rencontré sinon construit l'attente spécifique de leurs soutiens.

Rien de plus normal, dira-t-on, au bout de cinq ans d'Élysée, que l'image du président sortant soit nettement dessinée. Mais il faut relever que ce quinquennat pour le moins troublé par des crises a, par nature, freiné les ardeurs réformatrices de l'élu de 2017. Or cela ne semble pas avoir abimé cette image datant de la campagne présidentielle précédente : elle résiste à l'épreuve du pouvoir.

Figure 5. Qualités d'un leader politique selon les électorats des candidats à l'élection présidentielle (en % de répondants)



Source : Enquête ENEF, vague 4, janvier 2022, calculs des auteurs

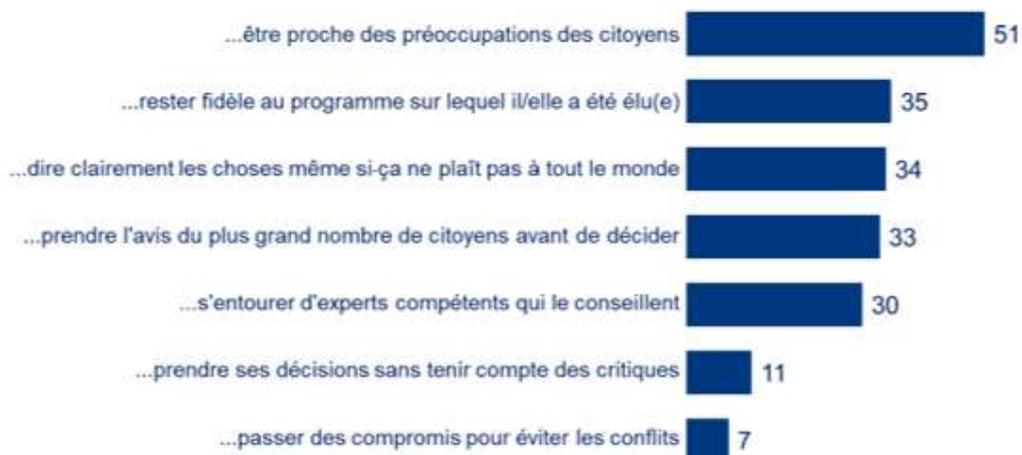
L'électorat macroniste se singularise d'ailleurs aussi sur une autre question évoquée plus haut (Figure 3) : là où tous les autres électorats placent l'honnêteté et l'écoute des autres en tête des qualités attendues, celui de l'actuel président souhaite autant « l'esprit de décision » (46%) que l'honnêteté (49%). L'esprit de décision, qualité éminente de leader ! Ce qui est souvent reproché à E. Macron, un certain exercice solitaire du pouvoir, est sans doute ce que ses électeurs attendent d'un président.

Pour l'électorat d'É. Zemmour, le résultat est aussi très significatif. Cette fois parce que l'entrée en politique de ce dernier (sa pré-campagne commence en septembre dernier), est récente. Or le message sur l'identité nationale a été bien identifié. Plus que chez sa concurrente Marine Le Pen, pourtant bien plus ancienne sur le marché politique et présidentiel, dont l'électorat demande d'abord de la protection et de la proximité - est-ce le revers de la banalisation du lepénisme ? Ce résultat est sans doute l'effet de la présence médiatique d'Éric Zemmour, depuis plus d'une quinzaine d'années, bien supérieure et plus ancienne que celle de beaucoup de responsables politiques (et d'actuels candidats) et qui a su en user pour marteler et illustrer son message.

Au fond E. Macron et É. Zemmour ont construit tous deux des récits - la France doit changer dans la mondialisation, la France se perd dans l'immigration - qui ont agrégé les attentes de leurs électeurs et les identifient. C'est beaucoup moins le cas pour les autres candidats. Mais ces deux-là ont-ils pour autant des qualités de leadership ou d'incarnation spécifiques ?

Pour éclairer cette question, on peut se reporter à celle où il a été demandé aux 13 242 personnes interrogées de choisir deux qualités parmi les plus attendues d'un dirigeant.

Figure 6. Qualités d'un leader politique pour diriger la France



Question : « Pour vous, un bon leader politique pour diriger la France, c'est avant tout quelqu'un qui ... En premier ? en deuxième ? »

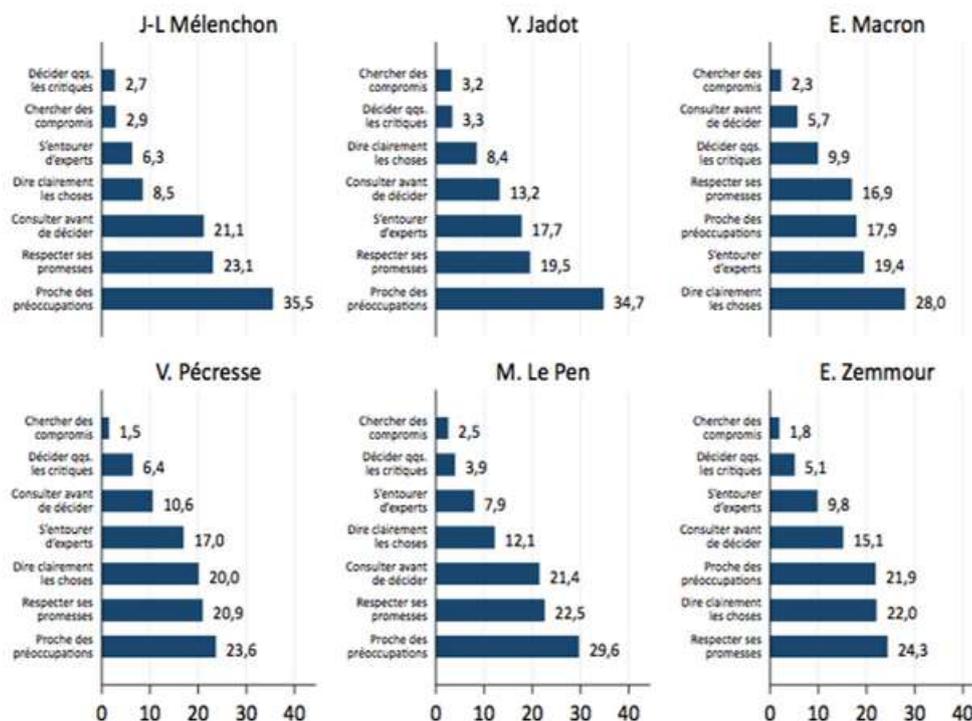
Source : Enquête ENEF, vague 4, janvier 2022, calculs des auteurs

Sans surprise, la proximité avec les préoccupations des citoyens, on l'a déjà évoqué longuement, arrive en tête, au global, en premier choix comme en second. Assez nettement devant des qualités de « chef » comme « dire clairement les choses même si ça ne plaît pas », ou plus politique, comme « respecter ses promesses ». Significatif aussi, le choix très minoritaire, qui s'apparente à un rejet, de deux qualités symétriques : « passer des compromis pour éviter des conflits », décider « sans tenir compte des critiques ». Les sondés rejettent une présidence sourde et aveugle, sans sensibilité aux réactions, mais tout autant, une présidence qui négocierait trop ses décisions : être engagé signifie agir, sans compromis. La France politique d'aujourd'hui reste héritière de son histoire et de sa culture, depuis la Révolution française, qui privilégie le conflit, l'affirmation d'une volonté, à la négociation et au compromis. La France ne marche pas au consensus.

MACRON, ZEMMOUR : QUEL LEADERSHIP SINGULIER ?

Mais au-delà de ces traits généraux de qualités attendues d'un leader, il y a à nouveau deux exceptions dans les électorats, les mêmes que précédemment : chez les électeurs d'E. Macron et d'É. Zemmour, en particulier dans leur premier choix de qualités attendues, le plus significatif.

Figure 7. Qualités d'un leader politique selon les électorats des candidats à l'élection présidentielle (en % de répondants)



Source : Enquête ENEF, vague 4, janvier 2022, calculs des auteurs

Chez les partisans d'E. Macron, c'est « dire clairement les choses » qui arrive en tête ; chez les soutiens d'É. Zemmour, « le respect des promesses ». On note avec intérêt au passage que ce n'est pas l'attente de proximité qui arrive en deuxième qualité dans ces deux électorats, mais « savoir s'entourer d'experts » chez les macronistes, ce qui va bien avec l'image-récit du réformateur compétent, et « dire les choses clairement » (même si ça ne plait pas à certains...) chez les zemmouristes ce qui n'est pas contradictoire avec un candidat dont la parole est souvent jugée brutale...

Dire clairement les choses même quand ça ne plaît pas, c'est une qualité du chef. Qui doit trancher, tenir bon, pas seulement dans les tempêtes. On retrouve « l'esprit de décision » mentionnée plus haut comme souhait premier des électeurs macronistes.

Quant à « tenir ses promesses », ce n'est pas seulement une qualité morale d'honnêteté vis-à-vis de ses électeurs : c'est aussi un indice de volontarisme et de radicalité, celui de ne pas céder aux résistances et obstacles quand on arrive au pouvoir, pour ne pas reculer devant les ruptures promises. Sans doute n'est-ce pas un hasard si cette qualité arrive en tête chez les électeurs de Zemmour : il s'agit souvent d'électeurs de droite et d'extrême-droite, déçus par des candidats et partis qui ont beaucoup promis sans toujours tenir, en particulier sur l'immigration et l'insécurité, deux enjeux décisifs à leurs yeux. Ces électeurs veulent que leur leader fasse ce qu'il dit, ce qu'il promet. Et, de fait, ils créditent É. Zemmour de telles qualités.

Il y a donc deux candidats qui à la différence des autres, fin janvier, avaient bien construit ou commencé de construire leur leadership, autour d'une base électorale qui se retrouve dans leurs objectifs politiques et leurs qualités personnelles.

C'est ce qu'on pourrait appeler un vote potentiel d'adhésion au projet et à la personne... Nul doute qu'ayant autant affirmé leurs singularités, ces deux candidats suscitent aussi en retour des critiques ou des rejets, plus ou moins virulents.

Mais c'est incontestablement une force que de s'être ainsi identifiés et différenciés. On verra s'ils tiennent ces promesses d'engagement d'ici au 24 avril, et si d'autres candidats parviennent eux aussi à construire un leadership, dans un contexte bouleversé par la guerre en Ukraine, où la couverture médiatique de la campagne se réduit fortement et où les enjeux de l'élection sont redéfinis par le rapport à la Russie voire à Vladimir Poutine. Car c'est bien un chef, une personne autant qu'un projet, et plus encore une personne, avec sa fiabilité, depuis l'invasion de l'Ukraine, qu'il s'agit de choisir le 24 avril prochain.

Dans ce contexte de désordres aux portes de l'Union européenne, l'élection présidentielle peut se transformer ou se résumer au choix d'un candidat dont le leadership politique se combinera à une forme de réduction de la complexité sociale dont le sociologue allemand Niklas Luhmann avait souligné le rôle essentiel dans la construction d'une confiance politique.

Martial Foucault

Professeur des universités à Sciences Po, Directeur du Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF)
martial.foucault@sciencespo.fr

Philippe Guibert

Chercheur associé au Centre d'études de l'Institut François Mitterrand
guibert.phil@gmail.com